

RÉSUMÉ CRITIQUE : LES BATAILLES D'INTERNET. ASSAULTS ET RÉSISTANCES À L'ÈRE DU CAPITALISME NUMÉRIQUE

Houda Bachisse

Université du Québec à Montréal

De Grosbois, P. (2018). Les batailles d'Internet. Assauts et résistances à l'ère du capitalisme numérique. Montréal : Les Éditions Écosociété.

Rédigé dans une perspective critique et s'inscrivant dans le cadre d'une réflexion sur le rapport dynamique et dialectique entre la technique et la société, l'ouvrage de De Grosbois propose une lecture plurielle d'Internet dans la conjoncture. Une lecture où ce réseau est appréhendé comme un champ de bataille dans lequel se matérialisent plusieurs rapports sociaux. L'auteur revient sur les événements marquants qui ont jalonné l'histoire de ce réseau, sur ses forces, ses résistances, mais également son intrication avec le politique face à « la rapacité, l'appétit de contrôle et la violence socio-économique du capitalisme numérique » (p. 222).

Ces questions recourent des problématiques propres à plusieurs disciplines, notamment la sociologie et la science de l'action sociale, dont l'objectif est d'appréhender les mécanismes de rapports de domination et de luttes pour le pouvoir légitime (Mauguer, 2012, p. 37). Il fait également référence à la philosophie politique dont l'objet « est la mise en place d'une société juste par un consensus entre des citoyens raisonnables, quelles que soient leurs options, leurs cultures, leurs

finalités personnelles » (Perru, 1997, p. 336) et à l'économie politique qui traite particulièrement des relations de pouvoir qui sont au cœur de la production, distribution et consommation des biens (Mosco, 1996, p. 25).

Huit chapitres forment l'ossature de cet ouvrage rédigé par ce professeur de sociologie au collégial connu pour son engagement militant syndical. L'activisme de l'auteur et sa volonté de lutte se manifestent notamment dans la thématique de son travail et le vocabulaire qui y est mobilisé. En effet, il est rare que le titre d'un ouvrage sur la technique comporte autant de références à des mots issus du domaine militaire. Les termes « bataille », « lutte », « résistance » et « assauts » glanent leur source dans le vocable du « militantisme » qui possède selon son étymologie latine une connotation référant au combat (il s'agit du deuxième sens retenu par Le Petit Robert, 1989). Un combat que se livrent Internet contre des adversaires multiples modelés par des forces sociales, économiques et politiques concrètes et contingentes (p. 30). Ce sont ces batailles que De Grosbois décrypte en faisant d'elles l'enjeu central de son livre.

Cela étant dit, le lecteur est plongé dans le vif du sujet grâce à une introduction qui explique en quoi Internet n'est pas uniquement un outil technologique, mais aussi et surtout une création humaine et collective et donc une construction sociale façonnée par des rapports de force. Dépassant les clivages traditionnels qui se sont établis entre les techno-enthousiastes et les techno-pessimistes, l'auteur propose de relativiser le débat en concevant Internet à la fois comme une technologie

déterminante qui transforme les sociétés, mais aussi déterminée, car tributaire de la réception et de l'usage qu'en font les acteurs sociaux (p. 30).

Pour le sociologue, les partisans de la première approche qu'il appelle « l'éloge naturaliste » voient en Internet la matérialisation d'un imaginaire cybernétique « dans lequel les systèmes sociaux fonctionnent comme des organismes vivants » (p. 52). Le réseau incarnerait une sorte de panacée sociale à tous les maux de la démocratie et de la liberté. « Il laisserait naturellement place à la liberté individuelle et à la formation de groupe spontanées » (p. 28). À ce propos, l'auteur invoque l'œuvre de Fred Turner, une figure de l'histoire des origines intellectuelles et sociales d'Internet, qui démontre dans son livre (Turner, 2012), comment l'esprit et l'idéologie des communautés hippies épousèrent les pratiques et la philosophie cybernétique. En ce sens, le monde virtuel a pour caractéristique d'entrer en parfaite résonance avec le projet d'émancipation de la jeunesse hippie californienne assoiffée de liberté et prônant le partage et l'échange, en rupture avec le consumérisme de la société américaine. Cette conception d'un réseau naturellement libérateur trouve également résonance dans un capitalisme renouvelé à saveur libertarienne (par référence au libre-marché), puisque la création des richesses passe désormais par un usage intensif de l'informatique (p. 54).

Par ailleurs, les tenants de la deuxième approche, que l'auteur nomme « Critique intégrale » voient, en revanche en Internet une création néolibérale, un véhicule d'une idéologie où les politiques sont remplacées par des outils technologiques et financiers au service du contrôle des individus. Citant Maxime Ouellet et Eric Martin

(2014), l'auteur explique que les adeptes de cette approche tendent à considérer les possibilités offertes par Internet comme parties prenantes de la phase néolibérale du capitalisme, puisque « cette émancipation ne remet en cause la logique culturelle du néolibéralisme qui repose sur le même imaginaire de l'ordre spontané et du réseau » (p. 101).

Loin de persuader le lecteur de substituer une vision relativisée à une vision polarisante ou encore à une autre généralisante, De Grosbois exhorte plutôt de mettre en perspective les contraintes et les potentialités d'Internet, qu'il propose d'analyser critiquement sous une lunette particulière : celle d'un réseau, au cœur d'un véritable champ de bataille, qui bien qu'on pense immatériel masque des enjeux de domination et d'émancipation, de contrôle et de liberté, d'égalité, mais également de déséquilibre de pouvoirs entre des acteurs sociaux ayant chacun des intentions particulières. Qu'il s'agisse des géants comme les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft), qu'il s'agisse de l'État, ou encore des pirates informatiques, des militaires ou autres militants, les enjeux sont les mêmes : subordonner le réseau aux intérêts de chacun au risque de perdre cette bataille et avec elle les avantages potentiels de cet outil (p. 22). Par ailleurs, et au lieu de se limiter à la condamnation globale de la technique comme instrument de domination, qui, selon l'auteur, nous désarme des outils intelligents et intelligibles dans cette bataille, l'auteur appelle à repérer les rapports de force à l'œuvre, à décoder les jeux d'alliances des acteurs et faire preuve d'intelligence collective pour agir et contrer les poussées liberticides.

Véritable construction sociale, l'auteur établit une analyse sociologique d'Internet qui s'érige, selon lui, en une véritable arène où se livrent luttes sociales et politiques (p. 23). Une arène où les contradictions du monde physique et social ne seraient que l'hologramme de ce qu'il se passe dans le monde virtuel (p. 27). Comme il le précise :

Bien que ces espaces immatériels soient distincts de ceux de notre quotidien, du moins en partie, les organisations qui les constituent et les humains et humaines qui y ont recours ont des intérêts économiques et politiques bien terrestres et habitent un territoire régi par des lois bien réelles (p. 27).

Parlant des origines multiples d'Internet, pensé à l'origine comme un lieu d'échanges et d'apprentissages ouvert et transparent, l'auteur dans le premier chapitre, cerne les périodes de l'histoire de ce dernier en distinguant trois grandes phases : 1) militaro-universitaire (cybernétique et ARPANET) où les vagues de l'autonomie sociétale apportée par le réseau côtoient celles du monde de la surveillance et du contrôle pour échouer sur les rives d'un élitisme technocratique, 2) militante par allusion aux mouvements des hippies, des pirates informatiques ou *hackers* et autres militants, et 3) capitaliste où « le capitalisme de plateforme »¹ a tenté d'enfermer les contributions individuelles et les pratiques collaboratives (*open source* et logiciels libres) dans un modèle marchand afin de se l'approprier perpétuant ainsi la logique de domination sur le marché (p. 33).

¹ Par allusion au modèle d'affaires développée sur l'idée de rendre disponible aux internautes les plateformes, en contractant divers services (p.209)

Dans le deuxième chapitre, l'auteur analyse la situation actuelle entourant la diffusion de l'art et de la culture qui n'est plus une chasse gardée (p. 85) à l'ère d'Internet, où la bataille pour leur réappropriation populaire s'étendrait sur plusieurs lignes. Il explique comment l'émergence de nouveaux moyens de diffusion culturelle a contribué à complexifier la relation entre culture et numérique, de même qu'a bouleversé le rôle des acteurs économiques et la place du public dans sa création et sa mise en circulation. Dans cette analyse, l'auteur distingue entre le piratage personnel, sans but lucratif, exercé par le public (les admirateurs) et celui exercé par profit par les entreprises industrielles. À la fin du chapitre, l'auteur propose des mesures permettant de créer un équilibre entre les nouveaux moyens de création et de diffusion de la culture par les amateurs, et les intérêts des artistes à la recherche de rémunérations adéquates, de reconnaissance et de dignité (p. 91).

La réflexion se poursuit dans le troisième chapitre qui évoque la question des nouvelles frontières de l'expression qui ne sont plus balisées entre les créateurs de contenus et le public récepteur et où la cloison, qui était étanche entre sphère privée et publique ne l'est plus aujourd'hui. Toutefois, et bien que cette parole soit libérée, diffusée et partagée, il n'en demeure pas moins que son accessibilité à un auditoire plus large reste à déterminer. On assiste ainsi à l'émergence d'un autre type d'accès où les « gatekeepers », qui autrefois étaient les intermédiaires des informations de l'espace public, sont devenus aujourd'hui les metteurs en scène des algorithmes de recommandation qui fonctionnent selon une logique qui est loin d'être neutre, sans but lucratif, voire apolitique (p. 110).

Le quatrième chapitre porte sur la crise du journalisme que l'auteur resitue en miroir à une crise économique et politique dénonçant ainsi l'emprise de la logique économique sur les médias et le travail journalistique (p. 122). Cette emprise ne daterait pas d'aujourd'hui, puisque le mouvement de concentration de la propriété médiatique a débuté bien avant que les médias sociaux ne chamboulent le rapport quotidien à l'information. Afin de rétablir la légitimité du journalisme, De Grosbois propose de retisser des liens étroits de collaboration entre le public et les journalistes et de repenser leur rôle et celui des médias dans les luttes de pouvoir qui façonnent la société en les plaçant du côté d'un approfondissement de la démocratie. Même si les conditions ne seront pas faciles, l'auteur affirme qu'un nouveau journalisme plus vigoureux, engagé, percutant et subversif est capable de perturber l'ordre social et économique de manière significative (p. 143).

De Grosbois se penche dans le cinquième chapitre sur des questions qui touchent 1) les pratiques de surveillance massive des utilisateurs, 2) le contrôle des technologies et des données et 3) la répression physique ou juridique de certaines activités politiques liées à Internet. Ces trois actions instaurées par les États, mais également par les grandes entreprises du numérique, sont en fait à envisager selon l'auteur comme un sentiment de crainte de leur part devant la mise en place d'un outil aux fortes potentialités mobilisatrices et émancipatrices. Des potentialités qui loin d'être tenues pour acquises sont à envisager comme le fruit d'une bataille menée sur le terrain des idées, d'une imagination politique qui donne un sens à une praxis citoyenne et à un idéal appelé émancipation.

De Grobois explique dans le sixième chapitre que la figure stéréotypée des hackers ; les bricoleurs, les bidouilleurs de code, les individualistes, voire les criminels qui détruisent les systèmes de sécurité, est une image plutôt réductrice qui ne reflète plus leur vraie position à l'époque actuelle (p. 175). Animés par leur curiosité et marqués par le désir de liberté et de contestation de la répression étatique, les hackers sont sortis aujourd'hui de leur marginalité pour mettre leur expérience informatique au service de la politique. Cette prise de conscience politique s'est érigée sur la base de certains idéaux qu'ils partagent avec d'autres mouvements comme les libristes (allusion aux mouvements des logiciels libres) : le rejet des modèles marchands de valorisation des connaissances ; la remise en question des processus de circulation des idées et de débat, et le rejet des modes d'organisation hiérarchiques et centralisés sur lesquels reposent les systèmes économiques et politiques (p. 196). Cette politisation, les hackers doivent la mener selon l'auteur de front et de concert avec, d'une part, les libristes et les adeptes du pair-à-pair et d'autre part avec les autres mouvements de luttes émancipatoires. Seule une coalition entre tous ces mouvements sociaux démocratiques comme les féministes, les antiracistes, les écologistes ou encore les syndicalistes rendrait possible la défense et la promotion d'un Internet commun et permettra « *de se protéger contre un repositionnement du capitalisme qui s'adapterait, de nouveau, à certaines de ses critiques* » (p. 257).

« De l'immatériel au matériel », c'est l'objet du septième chapitre de l'ouvrage où l'auteur nous rappelle qu'Internet était à la naissance articulé autour d'un idéal immatériel, celui de la libre circulation de l'information avant que des considérations

matérielles ne rentrent en ligne de compte trouvant écho dans des enjeux politiques et économiques. L'aspiration à l'utopie immatérielle d'Internet se trouve privée de garantie de réalisation avec comme corollaire de lourds impacts environnementaux de plus en plus problématiques (p. 201).

La dernière partie de l'ouvrage est consacrée à l'examen critique de l'idéal d'Internet. « Internet par et pour tout le monde », une bataille pour un idéal qui ne peut être atteint selon De Grosbois que par un retour vers l'idéal primitif, celui d'une société juste dont le leitmotiv serait la liberté et dont l'arme serait la lutte. Une lutte pour la neutralité du réseau, pour la « non-propriatisation » des plateformes et des données personnelles, par la reconnaissance des communs numériques, et par la protection de la vie privée (p. 36). Seul le développement d'une vision solidaire, cohérente, et prospective basée sur la construction d'une unité entre les hackers, les libristes, les adeptes du P2P (pair-à-pair) et les autres mouvements sociaux démocratiques plus anciens (syndicalisme, féminisme, antiracisme, écologisme, etc.) (p. 257) garantirait, selon De Grosbois, la pérennisation d'Internet comme espace démocratique développé par et pour la population.

Repenser la place d'Internet et son pouvoir dans la société

Au terme de cette lecture, nous dirons que cet ouvrage est ambitieux à plusieurs titres : étudier les conditions sociohistoriques de l'émergence et de l'évolution d'Internet, le situer dans un contexte plus général (contexte culturel, structurel,

politico-institutionnel et économique) et actualiser les rapports de force qui l'ont façonné et qui continuent encore aujourd'hui en utilisant des clés de lecture sociologiques et politiques pour l'analyser donnent à l'ouvrage une valeur informationnelle et pédagogique incontestable.

Bien que le livre n'ait pas la prétention de faire une analyse sociopolitique d'Internet dans toute sa complexité, il a le mérite d'aborder la problématique sous un éclairage nouveau. Un Internet vivant une époque charnière de son histoire, où la montée du néolibéralisme conjuguée à une numérisation généralisée de la société a accéléré sa transformation engageant le réseau dans une bataille féroce pour la liberté et l'émancipation et contre la domination et l'appropriation.

Nous avons besoin, dans la conjoncture actuelle, celle d'une société ancrée dans sa modernité² qui consacre la propriété privée comme mode d'organisation dominant, de ce genre d'analyse, à la fois historique et critique, non pas pour comprendre les déséquilibres sociaux qui s'opèrent et dont nous sommes parties prenantes, mais pour mettre en perspective les enjeux contradictoires de cette transformation sociétale.

Nous pensons également que problématiser de manière critique la relation entre technologie, société et pouvoir à partir d'une analyse qui dépasse la simple logique

² Pour les sociologues Mondoux (2007), Tourraine (2005) et De Vulpian (2003), la modernité se définit par une disparition de l'univers que nous appelions « social » et une destruction de toutes les catégories « sociales » sous les effets du capitalisme, de la mondialisation de l'économie et des innovations techniques. Le but des actions dans la société moderne n'est plus de créer un ordre social, mais d'accélérer le changement, le mouvement, la circulation des capitaux, des biens, des services et des informations (Tourraine, 2005, p.30).

matérielle des rapports de force pour embrasser une logique immatérielle d'un « Internet libéré, plus égalitaire, décentralisé, démocratique et inclusif » (p.14) est une vision audacieuse et inspirante. Entre rétrospective et prospective d'Internet, l'auteur a voulu raconter l'histoire de ce réseau, mais aussi ses contradictions, ses promesses, ses enjeux économiques et politiques, les logiques qui animent ses acteurs, les inégalités et les menaces qui lui sont inhérentes. Nous pensons que grâce cette mise en perspective, l'auteur a problématisé des questions plus vastes touchant au social, au politique et au culturel, qui sont enracinées dans l'histoire et la trajectoire de ce réseau. Ainsi, l'auteur a non seulement fait preuve d'un regard critique impliquant un travail intellectuel complexe d'analyse, mais il a également fait montre d'une imagination sociologique qui l'a incité à être attentif à la matérialité du social. En ce sens, la technique n'a pas uniquement été envisagée dans son cadre de type infrastructurel, mais appréhendée du point de vue des significations qu'elle véhicule et des rapports sociaux qu'elle cristallise (Granjon, 2014, p. 6).

Ce genre de regard manque aux recherches impliquant la technique et les pratiques sociales comme le précise Jouët (2011) :

[...] Les nouvelles interfaces ont été érigées en objets de recherche et il s'est produit un repli sur l'étude de pratiques circonscrites, au détriment de la problématisation de questions plus vastes. La recherche a donc gagné en rigueur théorique et en technicité méthodologique, mais elle a sans doute perdu en regard critique et en imagination sociologique. (2011, pp. 79–80, cité par Granjon, 2014, p.6).

La lecture que fait De Grobois d'Internet nous rappelle les écrits de Granjon (2014), de Miège (2003) et de Akrich (1990), en particulier, qui nous invitent à envisager le rapport entre la technique et la société en évaluant cette relation de point de vue d'enjeux de nature différente. D'abord, en considérant que l'action des dispositifs techniques, les contenus et les individus qu'ils médiatisent sont socialement ancrés dans un rapport social antérieur matérialisé (Granjon, 2014, p. 14). Ensuite, en se préoccupant de l'analyse des modalités selon lesquelles les objets sont mobilisés et utilisés dans un cours d'action particulier (Akrich, 1990, p.84). Et enfin, en pensant le débat sur la technique du point de vue des relations entre « mondes vécus » des sujets et instances sociales de légitimation, et du fonctionnement de la violence symbolique » (Miège, 2003, p. 70).

Les lectures diverses du monde sont parfois utiles, car complémentaires pour envisager sa compréhension dans toute sa complexité. Nous partageons donc l'avis de De Grosbois quand il traite les analyses des techno-pessimistes de fatalistes, car faites par l'opposition et décourageant l'étude critique des rapports de force qui existent dans le réseau Internet. Nous n'entérinons pas par ailleurs ceux qui disent que « nous assistons à un mouvement de régulation cybernétique des pratiques sociales où toutes les normes et valeurs sont remplacées par la seule loi de la valeur marchande » (Ouellet, 2016, 4^e de couverture). Nous pensons qu'il faudrait considérer les axes des batailles d'Internet comme les appelle De Grosbois, comme un faisceau de variables, fruits d'une convergence historique de conditions, qui interagissent certes sous l'influence manifeste du capitalisme, mais une influence qui n'est ni totalisante (Préface, p. 14), ni monolithique, ni même inexorable.

Sur la forme et la structure de l'ouvrage, les chapitres ont été construits de manière à ce qu'une vision générale des thématiques soit présentée pour ensuite être déclinée en sous-thèmes, ce qui facilite grandement la compréhension. L'ouvrage est par ailleurs bien écrit, le style didactique, la maturité de la pensée transparaît dans la clarté du langage ce qui rend sa lecture aisée et agréable.

De plus, le survol inédit et très fouillé, ainsi que la cartographie des thèmes qu'il propose sur Internet, son historicité et ses déboires en constituent les aspects les plus originaux. Il peut même être considéré comme un ouvrage de référence pour le grand public et pour ceux ou celles qui veulent faire immersion dans l'univers d'Internet, dans ce qui se passe sur, par et dans ses coulisses afin de démystifier les enjeux contemporains de ce réseau pour pouvoir se l'approprier et repenser ainsi leur place dans l'action politique.

Cela dit, et même si tous les chapitres nous éclairent sur les enjeux et les défis que traversent Internet, ses assauts et ses défaites, il n'en demeure pas moins que nous sommes restés sur notre faim par rapport à certaines questions : Que peut-on faire pour défendre ce qu'Internet peut apporter de mieux ? Comment réussir à faire de cet outil une plateforme « libre » de communication et d'échange qui ne serait pas soumise aux impératifs de marchandisation et de domination économique ? Comment permettre la réappropriation populaire de ce réseau ? (p. 225). Au terme de notre lecture, nous manquons toujours d'arguments convaincants pour y répondre. Loin d'y apporter des réponses précises, l'auteur dresse quelques pistes de réflexion en esquissant des relations entre les différents chapitres. Il appelle à une

lutte pour la liberté d'Internet et à sa reprise en main par la population en l'érigant en véritable principe d'action humaine. Il cite à ce sujet les propos de Dardot et Laval (2012) qui encouragent dans leur dernier livre une refondation du commun contre et hors la sphère de la propriété, de la logique du marché et de la censure politique de l'État (p. 225).

Ce livre reste néanmoins une tentative réussie pour y répondre de manière globale, mais la recherche sur la question n'a pas encore épuisé tout son potentiel. Un autre bémol amortit toutefois notre enthousiasme pour ce texte. Nous déplorons l'absence d'une synthèse finale unificatrice qui aurait permis de dresser un tableau synoptique des diverses perspectives qu'il traite, et peut-être atténué notre impression d'émiettement par rapport aux problématiques esquissées dans les différents chapitres.

Références

Akrich, M. (1990). De la sociologie des techniques à la sociologie des usages. L'impossible intégration du magnéscope dans les réseaux câblés de première génération. *Techniques & Culture*, 16, Pp.83-110.

Granjon, F. (2014). Problématiser les usages sociaux des technologies d'information et de communication : un regard français critique. *Canadian Journal of Communication* Vol 39 Pp.1-16

Jouët, J. (2011). Des usages de la télématique aux Internet Studies. In J. Denouël & F. Granjon (Eds.), *Communiquer à l'ère numérique. Regards croisés sur la sociologie des usages* (pp. 45-90). Paris : Presses des Mines.

Mauger, G. (2012). La sociologie est une science politique. *Cités*, 3 (n° 51), Pp. 33-46.

Miège B. (2003). Les TIC : un champ marqué par la complexité et un entrelacs d'enjeux. Dans B. Miège et G.Tremblay (Eds). (2000). *Bogues — Globalisme et pluralisme*, Volume 1 : *Tic et société*. Pp. 63-77, Laval : Presses de l'Université de Laval.

Martin, E. & Ouellet, M. (2014). Connais ton ennemi, Pour une critique de la critique du spectacle, *Nouveaux Cahiers du socialisme*, no 11, printemps, Pp.61-80.

Mosco, V. (1996). *The Political Economy of Communication: Rethinking and Renewal*, Londres, Sage.

Ouellet, M. (2016). *La révolution culturelle du capital. Le capitalisme cybernétique dans la société globale de l'information*. Montréal : Écosociété, 320p.

Perru, O. (1997). John Rawls, libéralisme politique. Traduction française de C. Audard. In : *Revue Philosophique de Louvain*. Quatrième série, tome 95, n° 2, Pp. 336-340.

Turner, F. (2012). *Aux sources de l'utopie numérique. De la contre-culture à la cyberculture, Stewart Brand un homme d'influence*, trad. de l'anglais par Laurent Vanini, Caen, C & F Éditions, 428 p.